
 COMITÉ DES ÉCRIVAINS ET ÉCRIVAINES POUR LA PAIX

INFO-LETTRE



INDEX

- **Germán Rojas** - L'éducation pour la paix
- **Tanja Tuma** - Un baril de poudre au centre de l'Europe
- **Neža Vilhelm** - Entretien avec Jennifer Clement
- Résolution portant sur les menaces contre la liberté d'expression, la paix et la stabilité en Bosnie-herzégovine, au Kosovo, au Monténégro et en Serbie
- **Dessale Berekhet** - « La guerre c'est la paix » et « La paix c'est la guerre » !
- **Said Khatibi** - Algérie: la prison pour tous
- **Rainny Richard Ansumana** - La lutte des travailleurs
- **Antonio Della Rocca** - S'occuper de la migration c'est contribuer à la paix
- **Hamed Aynehvand** - Manifestations de peur
- **Coin de la poésie** (William Khalipwina Mpina)



L'ÉDUCATION POUR LA PAIX

PAR GERMÁN ROJAS (PRÉSIDENT DE CEPP, PEN CHILIEN)

L'un des résultats les plus importants de la dernière réunion du Comité des écrivains et écrivaines pour la paix de PEN International du 19 septembre 2023 a été l'adoption du projet de résolution intitulé "Menaces contre la liberté d'expression, la paix et la stabilité en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, Monténégro et en Serbie" qui a été soumis par notre comité au 89e Congrès de PEN International.

Au Congrès, la résolution a été adoptée à une large majorité de 50 voix, avec seulement 4 abstentions et aucune voix contre. Alors qu'il s'agissait d'un sujet où il est difficile d'avoir des visions identiques, l'idée d'un texte consensuel qui favoriserait la liberté d'expression, la paix et la stabilité, a prévalu. C'est une réussite extraordinaire et je remercie tous ceux qui ont pris part au débat.

Le processus de rédaction de cette résolution m'a permis de mieux comprendre la situation actuelle dans la région des Balkans. Je n'ignorais pas totalement l'histoire et les événements de ces territoires, mais j'ai vécu la guerre qui a ravagé ces pays dans les années 1990 à plus de 12 400 kilomètres de ces territoires. En raison de cette distance entre le Chili et l'ex-Yougoslavie, ma connaissance de ce conflit était très superficielle.

Pendant ces jours où le texte de la résolution en question a été débattu, j'ai pris conscience de la difficulté pour les citoyens vivant dans d'anciennes zones de conflit de pouvoir évoluer vers des positions qui placent au centre du débat les idées de préservation de la mémoire, de reconnaissance de ses propres erreurs et pas seulement de celles des adversaires, d'ouverture à la possibilité du pardon, de réparation des dommages causés et de définitions des politiques qui permettent la non-répétition des événements et des comportements qui ont donné naissance au conflit. Je ne dis pas cela seulement à propos de ce qui se passe dans les Balkans : Je pense aussi à mon propre pays où 50 ans après le coup d'État qui a renversé le président démocratiquement élu, il n'est toujours pas possible pour les partis politiques du Chili de se mettre d'accord sur le texte d'une déclaration publique qui soutiendrait l'importance du renforcement de la démocratie au Chili.

Cette réflexion m'a amené à penser à l'importance de l'éducation des enfants à la paix. Je conçois l'éducation des enfants comme un processus dans lequel ils coexistent avec d'autres personnes et, à partir de cette coexistence mutuelle, se transforment en adultes semblables à ceux qui font déjà partie la communauté. En d'autres termes, les enfants doivent grandir dans un monde où ils se respectent eux-mêmes et où ils respectent les autres, où ils sont acceptés et respectés par la communauté.

Pour atteindre cet objectif, il est important d'agir dans plusieurs directions : a) permettre aux enfants de voir les erreurs qu'ils commettent comme des opportunités d'agir différemment et non comme des actes qui doivent d'être punis ; b) ne pas promouvoir la compétition qui les fait agir les uns contre les autres ; c) susciter en eux l'exigence de conserver et de respecter la nature qui les entoure et non de la détruire ; d) ne jamais nier dans nos actions quotidiennes d'adultes les valeurs et les vertus que nous essayons de promouvoir auprès des enfants ; et e) les inviter à être les bâtisseurs d'un monde meilleur dans lequel il est essentiel de vivre en harmonie avec la nature et les autres êtres qui partagent l'espace de la communauté dans laquelle nous vivons.

Nous faisons souvent sentir aux enfants qu'il n'y a pas d'alternative à l'obligation de vivre dans un monde de lutte et de compétition. Nous leur faisons croire que pour survivre, ils doivent se battre et rivaliser avec les autres et contre la nature. Cela nous amène à penser que l'agressivité est l'émotion fondamentale qui définit l'être humain, dans des circonstances où ce qui nous rend uniques est l'émotion de l'amour, qui consiste uniquement - pour reprendre les mots du biologiste chilien Humberto Maturana - en "l'acceptation de l'autre comme un autre légitime dans la coexistence quotidienne" et qui ajoute aussi "Je veux un monde dans lequel nous respectons le monde naturel qui nous soutient, un monde dans lequel nous rendons ce que nous empruntons à la nature pour vivre".

Si nous sommes d'accord avec cette vision, nous devons en finir avec le discours patriarcal de lutte et de guerre et nous ouvrir à la possibilité de vivre dans un monde où le respect et la collaboration sont la norme.

Beaucoup de gens penseront que c'est une utopie, mais nous ne devons pas oublier que l'utopie n'est pas le rêve de l'inaccessible, mais plutôt le stimulant qui nous pousse à persévérer dans la réalisation de ce qui apparaît à nos yeux comme un idéal qui n'existe que dans nos espoirs.

Les délégués des pays des Balkans nous ont fait vivre quelque chose de similaire lors de la dernière réunion de notre comité et je leur en suis profondément reconnaissant.

UN BARIL DE POUDRE AU CENTRE DE L'EUROPE

PAR TANJA TUMA (PEN SLOVÈNE)

Le nationalisme et l'autocratie refont constamment surface dans les pays des anciens régimes communistes d'Europe qui étaient autrefois sous l'emprise de régimes communistes, qu'ils fassent partie de l'Union soviétique et derrière le rideau de fer ou de l'ex-Yougoslavie. Le spectre d'élections manipulées plane sur ces pays. Avec de fausses nouvelles diffusées par de présumés trolls russes favorisant systématiquement les dirigeants autocratiques qui s'alignent, à des degrés divers, sur l'agenda impérialiste de la Russie.

Le rapport intitulé Les discours toxiques qui étouffent l'expression dans les Balkans occidentaux, récemment publié par PEN International avec le soutien de la Fondation Fritt Ord, met en lumière la situation troublante qui prévaut en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro, au Kosovo et en Serbie. Dirigé par la rédactrice en chef Aurélia Dondo et les professeurs Lejla Turčilo et Belma Buljubašić, le rapport examine la situation inquiétante des organisations de défense des droits de l'homme dans ces régions. À travers des entretiens avec vingt auteurs et des recherches approfondies, le rapport dresse un tableau sombre des défis à relever. Le rapport est disponible sur ce lien. Il a été officiellement publié le 18 octobre 2023 à Sarajevo et à la Foire du livre de Francfort.

Trente ans après la guerre, les blessures sont loin d'être guéries. L'atmosphère est empoisonnée par de nouvelles vagues de nationalisme et de populisme, ce qui peut conduire à des conflits qui risquent de dégénérer en véritables guerres.

Les causes sous-jacentes de cette évolution malheureuse sont multiples, notamment l'incapacité de la communauté internationale à résoudre les problèmes actuels. Dès que les armes se sont tues, la plupart des pays du monde ont oublié les Balkans, mais l'histoire a montré que les blessures infectées peuvent réapparaître comme en témoignent les atrocités commises en Ukraine. C'est comme si, toutes les quelques décennies, on jetait une pierre dans la fontaine de l'histoire, faisant ressurgir le spectre des idéologies agressives qui ont précédemment abouti à des nettoyages ethniques, des crimes contre l'humanité, des génocides et des viols de masse.

Bien que le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie aient clos ses dossiers, les crimes documentés demeurent obscurs. Tragiquement, nous observons dans certaines régions une glorification inquiétante de ces crimes, ce qui conduit à de nouvelles vagues de violence qui s'expriment dans des discours de haine et des actes malveillants. Les écrivains qui osent contester les narratifs des régimes populistes se retrouvent ciblés et, par crainte pour leur vie, forcés d'abandonner leur domicile.



Le rapport commence par deux préfaces qui présentent les points de vue du passé et du présent. Boris A. Novak, vice-président de PEN International, qui a organisé une grande action humanitaire pour les écrivains de Sarajevo dans les années 90, écrit :

« Et où sont les Balkans, 28 ans après nos dernières guerres tragiques dont nous n'avons rien, absolument rien appris ? Bien sûr, cette situation est en partie due à la mauvaise politique de la communauté internationale, mais il y a aussi une question importante qui concerne les Balkans : ne sommes-nous pas, nous, habitants des Balkans, également responsables de notre misère ? Cette malheureuse continuité des Balkans, n'est-elle pas également de NOTRE faute ? Alors, allons-nous continuer à nous lamenter encore et encore comme les éternelles victimes de l'Histoire qui demandent constamment aux autres de les aider tout en les maudissant pour leur aide ou allons-nous FAIRE quelque chose NOUS-MÊMES ? »

Germàn Rojas, président du Comité des Écrivains et écrivaines pour la Paix, est très clair sur ce qui est nécessaire : Ce rapport met en lumière deux points importants : a) l'urgence de protéger la liberté d'expression, b) l'engagement de tous les acteurs, nationaux et internationaux, à garantir la liberté d'expression de tous ceux qui contestent pacifiquement les narratifs officiels.

[...] La liberté d'expression est la pierre angulaire de la société démocratique. Lorsque l'espace qui lui est réservé est réduit, des violations d'autres droits de l'homme s'ensuivent. Nous ne devons pas oublier que sans liberté d'expression, il n'y a pas de paix durable. »

Lors du 89e congrès, les délégués de PEN International ont adopté une Résolution portant sur les menaces contre la liberté d'expression, la paix et la stabilité en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, au Monténégro et en Serbie, proposée par le Comité des Écrivains et écrivaines pour la Paix et soutenue par les centres PEN de Bosnie-Herzégovine, du Monténégro et de Slovaquie.

Diffusez le message et utilisez-le pour contribuer à la paix dans la région.

Il suffit d'une seule étincelle pour mettre le feu aux poudres.



ENTRETIEN AVEC JENNIFER CLEMENT

PAR NEŽA VILHELM (PEN SAN MIGUEL)

1. Quel statut la culture occupe-t-elle au Mexique ? Est-elle soutenue par l'État, comment les artistes y vivent-ils, peuvent-ils vivre de leur travail, y a-t-il des théâtres nationaux, des orchestres, qu'en est-il des bibliothèques...)

La culture est soutenue par l'État et aussi par quelques ONG privées. Il est presque impossible pour un artiste de vivre de son travail parce qu'il ne gagne pas assez. De nombreux artistes travaillent en tant qu'indépendants en créant leur propre espace en dehors des zones gérées par l'État. Au Mexique, nous avons des bibliothèques, mais les statistiques montrent que le Mexique est un pays qui regarde la télévision, et maintenant son téléphone, et où on lit très peu de livres.

2. Comment l'atmosphère au Mexique influence-t-elle le travail des artistes ? Dans quelle est ambiance travaillez-vous ?

En terme d'inspiration, le Mexique est un excellent endroit pour travailler. Selon André Breton, le mouvement surréaliste n'était pas nécessaire en Mexique parce que le pays était déjà surréaliste. Des nombreux grands artistes connus internationalement ont vécu et vivent encore au Mexique.

3. Un jour, j'ai lu : En Amérique du Sud, nous n'avons pas d'auteurs en prison, nous avons des auteurs morts. Est-ce vraiment si grave ? Pouvez-vous citer quelques exemples de poursuites contre des auteurs ?

J'ai en effet dit cette phrase. J'ai dit : « Au Mexique, nous n'avons pas de journalistes en prison, nous avons des journalistes dans les tombes ». C'est vraiment très grave, car au Mexique, l'impunité est totale. Personne n'a été ni jugé ni emprisonné pour le meurtre d'un journaliste. En plus, le président lui-même ne montre aucune inquiétude face à cette horrible et honteuse réalité, ce qui signifie que nous avons une impunité à la fois juridique et morale.

4. Avez-vous rencontré des difficultés en raison de votre travail ? Pouvez-vous les partager avec nous ?

Quand j'étais présidente du PEN Mexique, j'ai eu des "ennuis", je recevais des menaces, les pneus de ma voiture ont été crevés deux fois ainsi que des câbles téléphoniques et d'internet coupés. J'ai été obligée de quitter le pays après la publication de mon livre sur les enlèvements des petites filles, Prières pour celles qui furent volées. J'ai pu séjourner à la City of asylum de Pittsburg fondée par Henry et Diane Reese.

5. Que pouvons-nous faire en tant qu'individus et en tant que membres du PEN ?

Quand j'étais présidente du PEN Mexicain et que notre centre s'employait à modifier la loi pour faire qualifier de crime fédéral le meurtre d'un journaliste, le PEN s'est réuni de la manière la plus extraordinaire car toute la communauté s'est réunie. Tous les centres, tous les présidents de PEN, l'Académie suédoise et beaucoup d'importants écrivains du monde entier. Cela a créé une énorme pression sur le gouvernement mexicain et la loi a été modifiée. D'autres ONG avaient essayé de faire ce changement, mais une organisation mondiale et intellectuelle telle que PEN peut en effet être une force puissante.



Photo: <https://www.jenniferclément.org/>

RÉSOLUTION PORTANT SUR LES MENACES CONTRE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION, LA PAIX ET LA STABILITÉ EN BOSNIE-HERZÉGOVINE, AU KOSOVO, AU MONTÉNÉGRE ET EN SERBIE

Réunie virtuellement à l'occasion de son 89e congrès annuel, du 26 au 28 septembre 2023, l'Assemblée des délégués de PEN International s'est montrée très préoccupée par les atteintes toujours plus nombreuses à la liberté d'expression en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, au Monténégro et en Serbie et par les menaces qu'elles font peser sur la paix et la stabilité de la région des Balkans occidentaux.

Le prochain rapport de PEN International sur la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, le Monténégro et la Serbie détaille la myriade de pressions, d'intimidations et de menaces visant à étouffer les voix indépendantes. Les écrivains, les journalistes, les intellectuels engagés publiquement et les militants de la société civile sont confrontés à toute une série de défis, notamment à des campagnes de désinformation et de diffamation, à des menaces physiques et des violences, à une censure économique et à des poursuites-bâillons (poursuites stratégiques contre la participation publique)

qui cherchent à faire taire leurs opinions et leurs reportages critiques. L'espace laissé aux voix alternatives se rétrécit, en particulier pour ceux qui s'opposent aux discours politiques -souvent nationalistes- dominants. Parallèlement, les discours de haine se multiplient, non seulement sous la forme de harcèlement en ligne par des trolls et des robots, mais aussi par des acteurs politiquement puissants qui les utilisent pour manipuler l'opinion publique. La stigmatisation permanente des voix indépendantes par les dirigeants politiques et l'incapacité à prévenir et à sanctionner de tels actes alimentent un climat d'anxiété, de peur et d'insécurité croissantes. De nombreuses voix critiques estiment qu'elles n'ont pas d'autre choix que de recourir à l'autocensure. Cette rhétorique clivante est particulièrement dangereuse en Bosnie et Herzégovine, au Kosovo, au Monténégro et en Serbie -où les tensions ethniques

perdurent- et menace directement la paix et la stabilité dans la région. [i]

Dans les années 1990, le nationalisme et le populisme, exacerbés par Slobodan Milošević et son Parti socialiste de Serbie, ont déchiré l'ex-Yougoslavie et déclenché l'une des guerres les plus cruelles en Europe et en Asie centrale ? depuis la Seconde Guerre mondiale, faisant plus de 130 000 victimes et provoquant le déplacement de quatre millions de personnes. Pendant plus de 24 ans, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a enquêté sur le génocide et les crimes de guerre, notamment les exécutions sommaires de civils, les violences sexuelles liées au conflit et la destruction du patrimoine culturel. La Bosnie et Herzégovine, le Kosovo, le Monténégro et la Serbie n'ont toujours pas pansé leurs plaies et n'ont toujours obtenu ni vérité ni justice ni réparation. En limitant la liberté d'expression, ces sociétés post-conflit sont confrontées à de nouvelles divisions et à de nouvelles sources possibles de conflit. [ii]

L'Assemblée des délégués de PEN International appelle les autorités de Bosnie-Herzégovine, du Kosovo, du Monténégro et de Serbie à respecter pleinement le droit à la liberté d'expression et à instaurer un environnement propice à un débat public libre. Voici quelques-unes des premières mesures à prendre en ce sens :

- Mettre fin immédiatement à la glorification des criminels de guerre, aux récits révisionnistes et aux discours de haine ainsi qu'au déni des crimes de guerre et du génocide.
- Condamner publiquement, clairement et systématiquement tous les actes de violence et les attaques ciblées contre les écrivains, les journalistes et les militants.
- Garantir des enquêtes de police impartiales, rapides, approfondies, indépendantes et efficaces concernant tous les crimes présumés commis contre des écrivains et demander aux responsables de rendre compte de leurs actes. Consacrer les moyens nécessaires pour enquêter sur les attaques et poursuivre leurs auteurs.
- Veiller à ce que les lois, les politiques et les pratiques relatives à la liberté d'expression et à la liberté des médias soient pleinement conformes à leurs obligations et engagements internationaux.
- Reconnaître que les poursuites-bâillons constituent une menace croissante pour la liberté d'expression et adopter une législation contre ces poursuites-bâillons.

L'Assemblée des délégués de PEN International appelle en outre la communauté internationale, dans tous les pourparlers bilatéraux et multilatéraux, à rappeler aux autorités nationales compétentes leur obligation nationale et internationale de respecter le droit à la liberté d'expression et à envoyer un message clair selon lequel les pressions et la violence contre les écrivains, les journalistes et les militants ne seront pas tolérées.

[i] Pour obtenir de plus amples informations, voir PEN International, Bosnie-Herzégovine (Republika Srpska) : Abandon du projet de loi sur la diffamation criminelle, 22 mai 2023 ; ; Freedom House, Nations in Transit 2023, Kosovo, disponible à l'adresse

PEN International, Monténégro : Les autorités doivent cesser de harceler et d'intimider le centre PEN du Monténégro, 10 octobre 2022,

PEN International, Serbie : Enquêtez sur les menaces de mort proférées à l'encontre de l'écrivain Marko Vidojković et demandez des comptes aux responsables., 12 février 2023

[ii] Pour plus d'informations, cf. Visite en Serbie et au Kosovo - Rapport du Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, Fabián Salvioli (A/HRC/54/24/Add.2), 10 juillet 2023 ; HCDH, Bosnia and Herzegovina: Divisive post-conflict politics and a failure to address conflict drivers must be addressed to prevent violent extremism and terrorism, says UN expert, 20 janvier 2023 ; Conseil des droits de l'homme, Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, Quarante-troisième session, 1er-12 mai 2023, Monténégro, Compilation établie par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, disponible à l'adresse :



« LA GUERRE C'EST LA PAIX » ET « LA PAIX C'EST LA GUERRE »

PAR DESSALE BEREKHET (PEN ÉRYTHRÉEN)

Je suis né et j'ai grandi dans un pays de la Corne de l'Afrique où les guerres et les conflits sont si fréquents qu'on dit : « C'est une bonne chose que l'Afrique n'ait qu'une seule Corne ». S'il y'en avaient deux, le problème pourrait doubler !

À ma naissance, l'Érythrée était une province de l'Éthiopie, gouvernée par l'empereur Hailé Sélassié Ier. Certains disaient que nous, le peuple érythréen, étions mieux lotis sous ce régime impérial. Je crois maintenant qu'ils avaient raison.

Après 1993, l'Érythrée a fait sécession de l'Éthiopie et est ainsi devenue le 182^e membre de la communauté internationale à hisser son drapeau à l'ONU. Le coût de cette obtention du statut d'État a été élevé et a inclus une guerre sanglante de septembre 1961 à mai 1991 qui a fait des victimes innombrables et des générations qui doivent vivre avec les séquelles de cette guerre.

Une victoire à la Pyrrhus :

Après mai 1991, les Érythréens de l'étranger se sont mobilisés autour du slogan : « Nos martyrs ont apporté cette terre avec leur sang ; nous la reconstruirons avec notre sueur ! » Ce sentiment a alimenté l'idée optimiste que les Érythréens pourraient tout accomplir. Hélas ! Cet optimisme s'est dissipé en l'espace d'une décennie, ce qui a poussé de nombreuses personnes à reprendre le chemin de l'exil. Et nous avons fini par comprendre que le triomphe qui nous donnait cet optimisme n'était qu'une victoire à la Pyrrhus !

L'incroyable bilan humain :

Des dizaines de milliers de jeunes ont péri pour libérer l'Érythrée. Les combattants qui ont survécu n'ont connu que la guerre et étaient en conséquence mal équipés pour une coexistence pacifique. Faute de réinsertion, ils ont eu du mal à s'adapter à la vie civile ce qui les a conduit à des crises existentielles et des désillusions. Leur réalité laisse perplexe : « La guerre, c'est la paix » et « La paix, c'est la guerre » !

Le cycle se répète :

Une nouvelle guerre a éclaté entre l'Érythrée et l'Éthiopie en 1998. Ceux qui avaient prospéré au cours du dernier conflit ont retrouvé leur vocation.

Cette guerre insensée a eu des effets dévastateurs à long terme qui ont profondément marqué la psyché nationale.

Une innocence perdue :

Autrefois connue pour son hospitalité, l'Érythrée est devenue une nation de suspicion et de peur. C'était une société qui avait l'habitude d'accueillir les étrangers sans hésiter. Cependant aujourd'hui, le tissu social est entièrement détruit et réduit à un point tel qu'une mère ne peut plus faire confiance à sa fille et un père à son propre fils. L'Érythrée est devenue l'épicentre de la région de la Corne déchirée par la guerre, elle ne prospère plus dans la paix mais se vautre dans un état perpétuel de conflit.



Remarques finales :

Le rêve sincère des Érythréens est finalement mort ! Les écrivains et journalistes érythréens de la diaspora se concentrent désormais sur la libération des esprits de ceux qui vivent encore dans la situation désastreuse du pays. Parler de démocratie et de droits de l'homme est presque un luxe que l'Érythrée ne peut pas se permettre ; l'objectif doit être de mettre fin au totalitarisme brutal et de donner un nouveau départ.

De plus, le système éducatif et les programmes scolaires ont été délibérément militarisés et politisés par le régime impitoyable en place. La littérature, les arts et les œuvres culturelles ont été conçus, manipulés et contrôlés de manière à confirmer, promouvoir et glorifier des narratifs soigneusement falsifiés. Cela a produit une société qui répète les mêmes narratifs qui lui ont été imposés sans remettre en question les informations fournies par le régime. En conséquence, la société a perdu sa capacité à explorer, enquêter, examiner de manière critique et analyser l'information. Cette situation doit être ramenée à son état initial. Sinon, le peuple divisé ne pourra jamais constituer une nation !

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS

PAR RAINNY RICHARD ANSUMANA (PEN SIERRALÉONAI)

Du travail, du travail et du travail ! Hier comme aujourd'hui, à ce moment précis, des employés innocents et compétents se voient retirer leur emploi par leur employeur et doivent se battre pour leurs familles pauvres. De nombreuses enquêtes ont révélé que de plus en plus d'employés travaillant dur se font virer en raison du désir de se perfectionner, ce qui met les familles pauvres au chômage et les oblige à faire face à des luttes extrêmement dures. Employeurs, arrêtez les résiliations brutales des contrats des employés ! Il ne s'agit pas seulement de travailler pour le succès de l'employeur, mais aussi de développer la carrière et de perfectionner les employés pour qu'ils soient plus productifs et gagnent de meilleurs salaires et d'autres avantages sociaux.

La volonté des employeurs d'asservir leurs salariés sur le lieu de travail est un problème majeur qui entraîne d'incessantes ruptures de contrats de travail. Sans liberté au travail, les employés n'ont aucune chance de mettre en question les horaires de travail et en conséquence ils font des heures supplémentaires sans rémunération. Sans liberté au travail, ils n'ont pas droit au repos. Les employés devraient avoir droit à 21 jours de congé ou plus selon les documents contractuels, mais ils n'ont ni congé ni surtout congés payés. En conséquence, ils passent du statut d'employés à celui d'esclaves. Le Droit du travail en Sierra Leone est bien rédigé et bien documenté, mais il n'est malheureusement pas appliqué. Bien sûr, les employeurs en profitent au détriment des pauvres employés innocents.

Une autre raison est la cupidité. Les employeurs sont cupides et ont un grand désir d'exploiter leurs employés. Ils font tout leur possible pour sous-payer les employés et les forcer à croire qu'ils doivent être reconnaissants d'avoir un travail. Il s'agit d'une simple punition.

Les employés devraient être incités à acquérir de nouvelles compétences, à évoluer dans leur carrière et à se perfectionner au travail afin d'obtenir de meilleurs salaires, des promotions et d'autres avantages. En fait, l'attitude de nombreux employeurs consiste à verser délibérément les salaires en retard, à sous-payer les employés et à ne pas les motiver. En conséquence, les employés réclament de meilleurs installations et conditions de travail et se perfectionnent eux-mêmes. Mais c'est exactement ce que les employeurs détestent et ils finissent par résilier les contrats des employés qui cherchent à évoluer dans leur carrière.

Pour mettre fin à cette cruauté des employeurs envers leurs employés, les lois du travail de la Sierra Leone doivent être appliquées et surveillées sur chaque lieu de travail afin de garantir la liberté des employés au travail, un salaire équitable et la possibilité pour les employés d'améliorer leur carrière pendant qu'ils travaillent. Il est intéressant de noter que certains bons employeurs qui appartiennent à de bonnes organisations accueillent favorablement l'idée du développement de carrière afin d'avoir des employés productifs qui mèneront à une organisation productive. Ne punissez pas les employés par une rupture de contrats quand ils souhaitent avancer dans la carrière. Créez plutôt un environnement d'apprentissage et de formation pour les employés, car ils deviendront à leur tour productif dans leurs services.

S'OCCUPER DE LA MIGRATION C'EST CONTRIBUER À LA PAIX

PAR ANTONIO DELLA ROCCA (PEN TRIESTE)

La réunion en ligne du 19 septembre 2023 du Comité des écrivains et écrivaines pour la paix (CEpP) m'a aidé à réfléchir sur le fait que la question de la migration des personnes nécessite une attention urgente car elle constitue l'une des menaces les plus importantes pour la paix mondiale.

PEN International et le CEpP sont en première ligne sur ce thème : la Résolution sur la Migration et les Écrivains déplacés approuvée en 2019 à Manille et, avant même, la campagne Make Space lancée en 2017 à Lviv font déjà partie de notre ADN.

Cependant, les événements politiques des deux dernières années, combinés à l'action des éléments et à la question du changement climatique, ont accentué le phénomène migratoire au-delà de toute attente.

De nombreux pays qui ont peut-être la chance de ne pas connaître la guerre sur leur territoire (mais rappelons-nous que la paix n'est pas seulement « l'absence de guerre ») s'y intéressent d'ailleurs, en tant que transféreurs ou destinataires de flux de réfugiés. Dans ces flux, les écrivains constituent une entité importante, mais minoritaire.

En Italie, nous connaissons une augmentation extraordinaire des réfugiés, on le sait, et une partie non négligeable d'entre eux empruntent ce qu'on appelle la « route des Balkans », qui mène directement à Trieste et/ou à l'Autriche.

À mon avis, nous, Européens, devons donner à ces personnes sans voix un canal pour faire entendre leur voix, et PEN International, à travers le CEpP, pourrait être un acteur important dans ce jeu.

Ce n'est pas une tâche facile. Il n'y a pas de place pour des personnalismes inutiles. Et il est assez difficile d'éviter de s'impliquer dans la politique quotidienne, tant au niveau interne qu'international.

Si nous ne pouvons pas proposer de solutions, nous pouvons de toute façon trouver et maintenir vivant l'esprit juste qui peut conduire non seulement au rétablissement de la paix dans les zones touchées par le conflit, mais aussi donner l'importance nécessaire à l'armée (j'utilise ce terme délibérément de manière provocatrice) de réfugiés quittant leur foyer dans l'espoir de mener une vie « normale ».

Quoi qu'il en soit, je pense que nous, les hommes et femmes de lettres, devons être conscients qu'il n'y aura de paix nulle part dans le monde tant que l'économie ne comprendra pas que le profit n'est pas tout... si cela peut arriver un jour.

Et nous devons travailler dans une perspective à court et moyen terme, en nous rappelant les paroles de John Maynard Keynes : « À long terme, nous sommes tous morts ».

Traduit par l'auteur



MANIFESTATIONS DE PEUR

PAR HAMED AYNEHVAND (RÉSIDENT ICORN)

Un an après le mouvement Mahsa avec le slogan "femme, vie, liberté", formé à la suite de l'arrestation et du meurtre de Mahsa Amini au tristement célèbre quartier général de la police des mœurs, toutes les couches de la vie sociale et culturelle de l'Iran ont changé. L'écart entre la nation et le gouvernement avait déjà atteint son apogée après les manifestations de décembre 2017 et novembre 2019. Cependant, la persécution des manifestants dans les rues et les exécutions de jeunes dont le seul crime était de s'opposer à « l'apartheid politique et l'apartheid de genre » en novembre 2022 sont devenues sanglantes. La haine entre le gouvernement et le peuple a atteint un tel point que très peu de politiciens de l'opposition iranienne pensent qu'il existe un moyen de discuter des réformes avec le gouvernement.

Le dialogue en cours entre les différentes branches de l'opposition et même entre les réformistes qui faisaient autrefois partie de la structure politique de la République islamique, porte sur la transition de la République islamique vers une société démocratique avec le moins de dégâts possibles. La transition à partir d'un gouvernement qui arrêtait «préventivement» les journalistes, les militants politiques et les membres des familles des plaignants qui, en trois mois l'année dernière, ont perdu leurs proches, semble aujourd'hui, en ce jour anniversaire du mouvement Mahsa, presque impossible. Le 16 septembre 2023, le gouvernement a instauré une loi martiale imprévue mais appliquée dans tout l'Iran pour donner l'impression que tout va bien.

Avant la formation des « manifestations du peuple », les « manifestations de peur » face au gouvernement en présence de forces de sécurité armées, de motards anti-émeutes et de véhicules militaires dans les rues ont envoyé un message important : le gouvernement ne peut survivre que par la force et la violence.

L'attaque des forces de sécurité contre les maisons des familles des plaignants, les arrestations ou les assignations à résidence pour empêcher la cérémonie d'anniversaire des funérailles montrent que le gouvernement considère que les fondements de sa légitimité sont si fragiles que même de petits mouvements comme l'organisation d'une cérémonie d'anniversaire limitée représentent un risque grave qui doit être évité par tous les moyens possibles.

Il n'est pas non plus important que la tradition de la cérémonie funéraire anniversaire, très populaire parmi les chiïtes, soit considérée comme rien dans un gouvernement chiïte. « La victoire en créant la peur » est la politique de la République islamique ces jours-ci, et la victoire ici n'a d'autre sens que la survie de la République islamique.

Contrairement à ce qui se passait à l'intérieur des frontières iraniennes, les Iraniens qui vivent à l'étranger ont, malgré leurs divergences de vues et leur appartenance à des branches différentes de l'opposition, organisé des manifestations devant les ambassades de la République islamique et, tout en honorant la mémoire des victimes du mouvement Mahsa, ont mis l'accent sur le caractère irréversible du renversement de la République islamique.

L'auteur de ces lignes a observé les manifestations relativement importantes des opposants à la République islamique à Graz et à Vienne, en Autriche, et a rencontré un groupe de militants des droits de l'homme qui protestaient devant le siège européen des Nations unies, où l'on pouvait voir de nombreuses photos de prisonniers politiques et les tombes symboliques des militants exécutés pendant le mouvement de la Mahsa. Les enfants qui ont été tués pendant le mouvement de Mahsa sont une indication de la grande détermination qui tente de perturber la normalisation des relations entre les mollahs ordinaires et leurs partenaires tyranniques du Corps des gardiens de la révolution islamique, d'une part, et les pays européens et les institutions internationales, d'autre part. Cette détermination de fer, ainsi que les voix des Iraniens qui en ont assez de l'oppression de la République islamique et de leur réflexion, rendront un jour possible la sortie du "règne de la terreur et de la prise d'otages".

Bien que le gouvernement, enivré par le passage sans encombre de l'anniversaire de Mahsa, ait développé l'illusion d'un corps physique, les observateurs politiques estiment que les militaires et l'administration militariste de la société montrent au peuple une main de fer qui manifeste l'institutionnalisation de la colère et de la haine.

La révolte du peuple crée encore des opportunités politiques pour l'avenir. Le mouvement Mahsa a été le précurseur du mouvement révolutionnaire visant à renverser le système politique établi en Iran. Ce mouvement révolutionnaire puissant et houleux, qui fera descendre dans la rue une partie importante de toutes les classes économiques et sociales, et de toutes les générations. On n'y est pas encore, mais on va y arriver. Ensuite, nous verrons des mères avec leurs filles, des pères avec leurs fils et des grands-pères avec leurs petits-enfants, tous ensemble dans les rues.

Des preuves fiables dans les domaines politiques, économiques et sociaux montrent que la République islamique ne connaîtra pas son troisième dirigeant, que la société ne l'acceptera jamais et qu'avec la mort d'Ali Khamenei les forces de répression contre le mouvement révolutionnaire seront perdues.



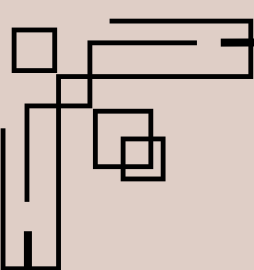
Le Comité des écrivains et écrivaines pour la paix félicite Nargess Mohammadi, journaliste iranienne et militante des droits humains pour le prix Nobel de la paix 2023 et appelle les autorités iraniennes à la libérer immédiatement.

L'énigme d'une ville mystérieuse

Cher Seigneur, une ville autrefois paisible et mystérieuse,
est maintenant ravagée par la guerre qui déchire les familles
et transforme les visions en peur.
Le sang couvre le sol,
les cris percent le ciel et l'espoir s'amenuise
tandis que la violence et la haine prennent au piège.
Quand la guérison viendra-t-elle et quand la paix régnera-t-elle ?
La terre auparavant verte est maintenant transformée en poussière,
où la vie hurle sans pitié et les rêves explosent
La ville est obscurcie par la fumée,
il n'y a pas de soulagement, juste de la douleur, mort et chagrin.
Quand la paix s'assoira-t-elle sur la chaise de l'autorité ?
Cher Seigneur, entends les cris de la Ville Mystérieuse,
auparavant verte, maintenant transformée en sable,
Nous prions pour la flore, la faune et pour les humains aussi,
Nous prions pour leurs désirs et souhaits exprimés.
Nous disons, termine cette guerre et ramène la paix

par William Khalipwina Mpina (PEN malawite)





Comité des écrivains et écrivaines pour la paix
Info-lettre n° 8, novembre 2023

Publié par : PEN slovène, Tomšičeva 12, 1000 Ljubljana, Slovénie

Pour publication : Tanja Tuma, présidente de PEN slovène, membre du comité consultatif du Comité des écrivains et écrivaines pour la paix et membre du conseil d'administration de PEN International

Président : Germán Rojas, président du Comité (PEN chilien)

Contributeurs : Germán Rojas, président du Comité (PEN chilien)

Tanja Tuma (PEN slovène)

Neža Vilhelm (PEN San Miguel)

Dessale Bereket (PEN érythréen)

Rainny Richard Ansumana (PEN sierraléonais)

Antonio Della Rocca (PEN Trieste)

Hamed Aynehvand (résident ICORN)

William Khalipwina Mpina (PEN malawite)

Traduction de l'anglais : Sara Katarina Zver, Antonio Della Rocca

Relu par : Andrée Lück Gaye (PEN slovène)

Édité par : Sara Katarina Zver

La publication est gratuite.

La publication est accessible en ligne uniquement sur le lien :

<https://www.penwritersforpeacecommittee.com/newsletter>



Les points de vue exprimés dans ce document sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux du Comité des écrivains et écrivaines pour la Paix de PEN International.